



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0005117
Bénéficiaire :	29040227000026 ASSOCIATION SYNDICALE DU CANAL DE MANOSQUE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	3

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	29040227000026
Raison sociale :	ASSOCIATION SYNDICALE DU CANAL DE MANOSQUE
Adresse :	04130 VOLX



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06d - Priorité d'investissement : Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes / AP03-OT06-PI06d-OS6d - Objectif spécifique : Réduire la pression sur la biodiversité en intervenant sur les trames vertes et bleues

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Travaux de restauration de la continuité écologique du Largue par modification du siphon de l'Association Syndicale du Canal de Manosque
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	LARGUE AVAL ENTRE VOLX ET VILLENEUVE ALPES DE HAUTE PROVENCE
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Volx
Commune INSEE	Villeneuve

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI6d : Réduire la pression sur la biodiversité en./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 5 mai 2017	Décisionnel	Dématérialisé	05/05/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 25 mars 2019	Décisionnel	Dématérialisé	25/03/2019	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 30 mars 2020	Décisionnel	Dématérialisé	30/03/2020	

Description de l'opération
L'Association Syndicale du Canal de Manosque (ASCM), établissement Public à Caractère Administratif, gère un canal de transport et de distribution d'eau brute. A ce jour, il dessert un périmètre d'environ 1 900 ha et 4 300 adhérents sur 13 communes de Château-Arnoux à Corbières. Créé en 1881, le canal principal de 57 kms de long, franchissant un grand nombre de vallons ou de ruisseaux, traverse, en particulier, la vallée Le Largue par l'intermédiaire d'un siphon qui mesure 930 mètres linéaires et est composé de deux



tuyaux parallèles en fonte grise, l'un de diamètre 1000 mm (en rive droite) et l'autre de diamètre 900 mm (en rive gauche). Ce dernier comporte également de nombreux ouvrages particuliers (décharge, vidange, ventouses, robinets d'air, dalot de support, ...) et, au droit de la traversée du lit du cours d'eau Le Largue, un seuil de protection.

Le cours d'eau Le Largue, de la confluence avec le cours d'eau la Laye jusqu'à la confluence avec la Durance, a été classé le 19 juillet 2013 en application de l'article L. 214-17 alinéa 2 du code de l'environnement. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée, entré en vigueur le 11 septembre 2013, prévoit que tous les ouvrages présents sur le cours d'eau soient gérés, entretenus et/ou équipés pour assurer un transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs.

L'arrêté du Préfet des Alpes de Haute Provence n°2015-057-0022 précise les prescriptions relatives aux obligations de l'ASCM de restauration de la continuité écologique au droit de son siphon.

A ce titre, l'ASCM a fait réaliser une étude des solutions techniques pour la restauration de la continuité écologique du Largue au droit de son siphon. L'étude a été suivie par un Comité de Suivi comprenant la Direction Départementale du Territoire des Alpes de Haute Provence, l'Agence de l'Eau RMC, la Région PACA, l'Office Nationale des Eaux et des Milieux Aquatiques, la Fédération de Pêche des Alpes de Haute Provence et le Parc Naturel Régional du Luberon.

Le scénario de rétablissement de la continuité écologique, tout en préservant le fonctionnement du canal, retenu par l'ASCM, conformément aux avis des membres du Comité de Suivi, est le scénario suivant : démolition du seuil de protection, des deux chambres attenantes et d'environ 85 ml de canalisations sur 930 ml puis pose, à une côte altimétrique inférieure, de deux nouvelles canalisations et construction des deux nouvelles chambres et des appareillages qu'elles hébergent.

Objectifs recherchés :

L'objectif visé est la réduction de la pression sur la biodiversité et le rétablissement de la continuité écologique du Largue au droit du siphon de l'ASCM, tout en maintenant la pérennité du fonctionnement du canal de Manosque.

Cette opération permettra :

- De rétablir totalement la continuité piscicole
- De rétablir totalement la continuité sédimentaire
- De supprimer le remous liquide et solide existant
- D'améliorer la qualité de l'eau par suppression de l'effet plan d'eau
- D'améliorer les habitats (décolmatage du substrat)
- De rétablir le profil « naturel » du Largue
- Tout en maintenant la pérennité du fonctionnement le canal de Manosque

Cette opération est la solution optimale de rétablissement de la continuité écologique.

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés sont les suivants :

- Permettre la restauration de la continuité écologique du Largue au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement, éviter l'érosion de la biodiversité notamment des poissons migrateurs et diminuer le risque de dégradation de l'état
- Donner aux espèces identifiées – Truite fario, blageon et barbeau fluviatile – la possibilité d'accéder aux zones de reproduction
- Permettre aux sédiments de transiter de l'amont vers l'aval
- Améliorer la qualité de l'eau par suppression de l'effet plan d'eau
- Améliorer les habitats par décolmatage du substrat
- Rétablir le profil « naturel » du Largue

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/05/2017

Fin : 31/05/2022

Le projet contenu dans la présente demande de subvention n'a pas démarré.

Préalablement, en dehors de la présente demande de subvention, ont été réalisés un diagnostic du siphon de l'ASCM au regard de la continuité écologique, une analyse des différentes possibilités d'aménagements, une étude d'avant-projet de la solution retenue qui est l'objet de la présente demande de subvention. Le dossier loi sur l'eau, qui sera instruit dans le cadre d'un arrêté complémentaire, et l'étude d'impact qui sera intégrée au dossier loi sur l'eau sous la forme d'un document d'incidence sont en cours d'élaboration pour être remis à l'autorité administrative en charge de la police de l'eau.

Le phasage prévisionnel est le suivant :

- Avril 2016 à juin 2016 : finalisation du dossier loi sur l'eau, réalisation du Dossier de Consultation des Entreprises pour la maîtrise d'œuvre et appel d'offres pour la maîtrise d'œuvre



- Juillet 2016 à février 2017 : suite à la notification du marché de maîtrise d'œuvre, réalisation des études complémentaires nécessaires qui se présenteraient telles que les sondages géotechniques, réalisations de l'étude projet, suivi de l'instruction du dossier loi sur l'eau, démarches auprès des propriétaires fonciers concernés par le projet
- Mars 2017 à juillet 2017 : réalisation du Dossier de Consultation des Entreprises pour les travaux par le maître d'œuvre, appel d'offres Travaux et notification du marché Travaux
- Septembre 2017 à mars 2018 : préparation et réalisation des travaux ; les principaux travaux nécessitant de travailler hors d'eau auront lieu de début novembre 2017 à fin janvier 2018, période de chômage du canal de Manosque
- Avril 2018 à Juin 2018 : réception des travaux et achèvement de toutes les prestations

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	85 000,00 €
Etudes MOE			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	1 100 000,00 €
Travaux			
Total :			1 185 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse			50,00	592 500,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	592 500,00			
Total co-financier				100,00	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Le contenu détaillé et motivé de la reprogrammation est le suivant :

1/ Hausse du coût total éligible de l'opération suite à la crue exceptionnelle du Largue du 1er décembre 2019 :

Le plan de financement initial s'était basé sur les résultats de l'étude d'avant-projet réalisée par IRH Conseil Environnement complétées par les résultats des études de projet réalisés par le maître d'œuvre, la Société du Canal de Provence. Ce plan de financement avait été révisé du fait de la sous-évaluation du montant et de la complexité de la réalisation des travaux avec de nombreux risques et a donné lieu à une prorogation de délais pour la réalisation des travaux. Un premier avenant à la convention FEDER avait donc déjà été conclu, le 12 août 2019.

Au 1er décembre 2019, une crue exceptionnelle du Largue a eu lieu, causant des dommages au chantier de travaux et bouleversant le planning ainsi que les modalités de réalisation, et a entraîné des surcoûts. Elle a fait l'objet d'un classement en situation de catastrophe naturelle (arrêté du 12 décembre 2019).

Malgré les précautions prises (arrêt du chantier à l'issue de la précédente crue du 24 novembre 2019, démontage et déplacement des engins et du matériel mobile de chantier), les dommages ont été les suivants :

- Les ouvrages provisoires de dérivation du cours d'eau le Largue ont été emportés,
- La fouille au droit du regard n°6 a été submergée et s'est partiellement effondrée, recouvrant le béton de propreté,
- Les canalisations d'origine se sont remplies d'eau ; des dépôts ont eu lieu ; une inspection a été nécessaire pour connaître leur état car elles présentent notamment un risque de débordement,
- La base de vie, située à 400 mètres du lit majeur du Largue, a été inondée par plus d'un mètre d'eau et a fait l'objet de dégradations,
- Les nouvelles canalisations ont été charriées, déplacées et abîmées pour certaines,
- Tous les matériaux ont été emportés et la rive droite du Largue s'est affouillée,
- La piste d'accès est dégradée,
- Une portion du réseau d'irrigation et une borne d'irrigation de l'ASCM ont été arrachées à proximité de la conduite Géosel.

La nécessité d'entreprendre de nouveau les travaux déjà réalisés, le débit élevé du Largue, la poursuite des pluies et la nécessité de remettre en eau le siphon dans un délai rapide engendrent une révision du coût total de l'opération pour les motifs suivants liés aux conséquences de la crue proposés par le maître d'œuvre :

- Remettre en état des installations de chantier, de l'accès au site et des abords,
- Purger la fouille du regard n°6 et la reprise du terrassement,
- Réaliser un blindage lourd par bavage des fouilles des regards n°5 et n°6,
- Mettre en place un nouveau bassin de rétention provisoire pour la période de l'hiver 2019/2020 après crue,
- Réaliser un hydrocurage et un nettoyage avant inspection des conduites d'origine,
- Réaliser une inspection des canalisations d'origine,
- Mettre en place deux raccords provisoires D1000 et D900 pour la saison d'arrosage 2020,
- Réaliser des réservations importantes, au droit des regards n° 5 et 6, pour accéder et modifier ultérieurement les canalisations ainsi qu'une reprise en sous œuvre avec difficultés réelles concernant le coffrage, le ferrailage et le coulage du béton, et renforcer l'étanchéité des ouvrages,
- Effectuer l'installation et le repli du chantier pour l'hiver 2020/2021,
- Mettre en place des batardeaux pour l'hiver 2020/2021 avec préalablement fourniture et apport de matériaux,
- Mettre en place un barrage filtrant pour l'hiver 2020/2021,
- Créer un chenal de dérivation pour l'hiver 2020/2021, de plus grande capacité avec préalablement dépose des buses existantes pour le passage et remise à plat pour installation,
- Augmenter la capacité de pompage à hauteur de 1200 m3/h ainsi que sa période d'utilisation,
- Protéger à nouveau la conduite GEOSSEL lors de l'hiver 2020/2021,
- Compléter et renforcer les travaux de génie-végétal et la remise en état des berges du Largue imposées dans l'autorisation administrative, ainsi que des voiries impactées par les travaux à proximité immédiate du chantier,



- Doubler la durée de la phase DET du maître d'œuvre,
- Doubler le nombre de visites en phase chantier pour le coordonnateur SPS,
- Doubler le nombre des audits en phase chantier à effectuer par le coordonnateur environnement.

Compte tenu des conséquences de la crue exceptionnelle du 1er décembre 2019 qui a emporté ou endommagé les ouvrages déjà réalisés et qui oblige de travailler sur deux chômages hivernaux, le coût total estimatif de l'opération, comprenant une nouvelle évaluation des frais d'études et d'ingénierie, se porte désormais à 1 185 000,00 € HT dont 1 100 000,00 € HT pour les travaux et 85 000,00 € HT pour les études de maîtrise d'œuvre.

Par ailleurs, une casse accidentelle des 2 conduites fonte existantes sous le Largue est survenue jeudi 6 février 2020 lors de la mise en eau du siphon à la suite du raccordement provisoire. Cette situation sur le réseau a nécessité de reprendre immédiatement, en totalité et en extrême urgence, de façon définitive, les 2 conduites DN 900 et 1000 mm en traversée du Largue.

2/ Prorogation de délais de l'opération de 12 mois supplémentaires :

La prorogation de délais est liée au report de la réalisation des travaux du chômage hivernal 2019/2020 au chômage hivernal 2020/2021.

Ainsi, le nouveau planning envisagé prévoit la période d'exécution physique de l'opération du 01/05/2017 au 31/05/2022.

La période d'exécution financière de l'opération s'étendra du 01/05/2017 au 30/11/2022.

La révision du calendrier prévisionnel de remontée des dépenses est la suivante :

Première demande d'acompte au plus tard le : 31/05/2020

Deuxième demande d'acompte au plus tard le : 31/05/2021

Solde au plus tard le : 28/02/2023.

3/ Modification du plan de financement :

L'opération dont le coût total éligible est dorénavant de 1 185 000,00 € HT, fait toujours appel à deux cofinanceurs à part égale : l'Union Européenne avec le FEDER ainsi que l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

FEDER: 592 500, 00 € HT (50 %)

AERMC: 592 500,00 € HT (50 %).

Avis favorable dans la mesure où l'objet, la nature, le périmètre et la description générale de l'opération demeurent identiques et que :

- Le coût de l'opération a été revu à la hausse pour faire face aux conséquences de la crue du 1er décembre 2019 ;
- Le surcoût de l'opération est supporté de manière partagée par les deux cofinanceurs de l'opération à savoir l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Union européenne ;
- Les délais supplémentaires demandés sont en adéquation avec la prorogation de l'échéance portée dans l'arrêté préfectoral initial et la prise d'avenants avec le maître d'œuvre et le groupement d'entreprises retenu (respect de l'article R2194-3 du Code de la commande publique).